

Grèce: l'espoir pour 500 000 clandestins

Les étrangers sans papiers ont jusqu'à mai pour demander la régularisation.

Athènes *enquêtes spéciales*

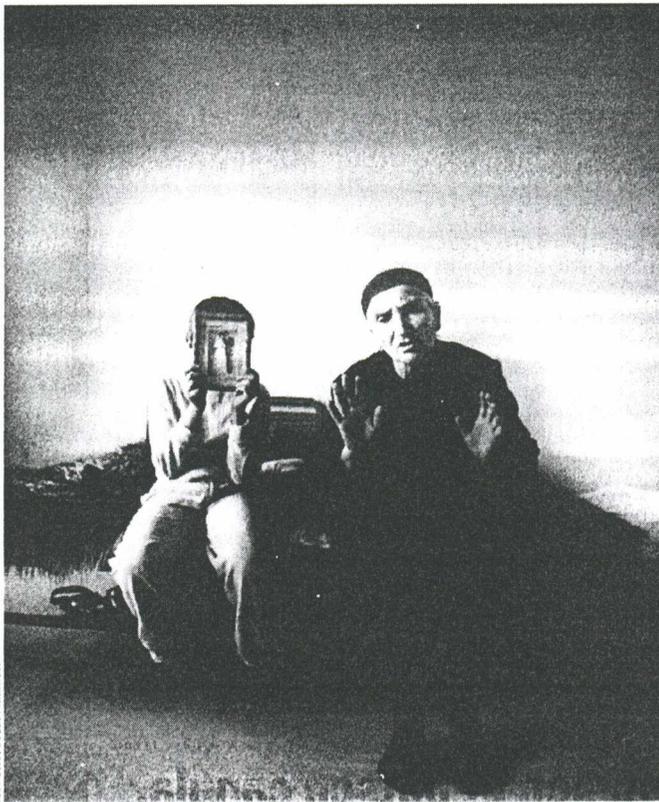
Anita, 35 ans, est employée de maison depuis treize ans à Athènes. Lolita, 27 ans, domestique depuis qu'elle a débarqué en 1991 d'un bateau chypriote. Toutes deux clandestines, elles ont attendu leur jour de congé pour se rendre à l'Union des migrants philippins de Grèce. Au quatrième étage d'un immeuble lépreux du centre-ville, elles sont, ce samedi matin, un petit groupe de femmes appliquées à remplir leur fiche de candidature à la «Carte blanche», premier pas vers l'espoir d'une régularisation.

Depuis le 2 janvier, 200 000 étrangers sans papiers ont pris d'assaut les bureaux de l'FOAED (l'Agence grecque pour l'emploi) pour obtenir le formulaire convoité. «Il faut

arriver à quatre heures du matin et faire la queue au milieu de gens qui se battent», raconte Anita. Heureusement membres d'une des communautés étrangères les mieux organisées d'Athènes, autorisée à centraliser les candidatures de ses ressortissants, elle et Lolita ont évité la cohue provoquée par cette mesure sans précédent: un espoir de régularisation pour quelque 500 000 clandestins vivant dans le pays.

Deux décrets présidentiels, promulgués le 28 novembre 1997, leur donnent jusqu'à fin mai pour sortir de l'ombre et faire leur demande de papiers: d'abord une «carte blanche», valable jusqu'à fin 1998, puis une «carte verte», d'une durée – renouvelable – de un à cinq ans, permis de séjour et de travail qui permettra, dans certains cas, le regroupement familial.

5% de la population. De tous les pays de l'Union européenne, la Grèce est sans doute celui que l'explosion de l'immigration irrégulière a pris le plus au dépourvu. Pays d'émigration (3 millions de Grecs vivent l'étranger), elle s'est brutalement transformée en terre d'accueil. Plus qu'ailleurs, le dénombrement des clandestins s'y avère incertain. Ils seraient plus d'un demi-million (5% de la population), dont 350 000 Albanais, 80 000 Polonais, 50 000 Bulgares, 40 000 Philippins et 35 000 Égyptiens. Dénuée jusqu'ici de toute politique d'immigration, «la Grèce



Réfugiés albanais à Ionnina. Le nombre d'Albanais clandestins en Grèce est estimé à 350 000.

cc, soumise à un cumul de pressions tant internes qu'externes, se voit brutalement contrainte de résoudre un problème que l'Allemagne ou la France ont mis 25 ans à gérer», note Claude-Valentin Marie, sociologue spécialiste des migrations.

Garde-frontières. Pression numéro un: l'es-

pace Schengen, où Athènes piaffe d'être admise à part entière. Après le feu vert donné en octobre à l'Italie et à l'Autriche, la Grèce reste le seul des dix pays membres de Schengen à être tenu en marge de l'espace de libre circulation. Aucune date n'est fixée pour la levée des

contrôles d'identité dans les ports et aéroports grecs, l'Allemagne et les Pays-Bas ayant exprimé de fortes réserves sur la capacité des autorités à jouer leur rôle de garde-frontières sur le flanc sud-est de l'Europe. Les clandestins ne sont pas dupes: «Cette régularisation, indispen- sable, est un apurement du passif avant l'Europe de Schengen, fermée aux immigrés», s'alarme Gazi Kaplani, réfugié albanais. Demain, les contrôles seront plus stricts. Nul ne sait quelle proportion des 500 000 clandestins obtiendra la carte verte, mais ceux qui ne l'auront pas risquent l'expulsion immédiate.

Exaspérés, mal préparés, les fonctionnaires grecs ne s'attendaient pas un tel afflux. Anxieux, les étrangers en situation illégale vivent comme un chemin de croix la course aux documents requis: extrait de casier judiciaire, certificat de non appartenance à la liste des indésirables déjà expulsés, dossier médical, carnet de sécurité sociale attestant d'au moins 40 jours de travail légal dans l'année. A chaque étape, les mêmes files d'attente et les mêmes cohues.

Amnistie pour les patrons. Si le processus de régularisation est fortement soutenu par les syndicats, qui, loin de craindre que les immigrés ne volent le travail des Grecs, militaient depuis longtemps pour la défense des droits des clandestins, le sera-t-il autant par les employeurs? Soucieux de faire émerger cette économie souterraine qui le prive de millions de drachmes en cotisations sociales, le gouvernement a promis l'amnistie aux patrons d'employés au noir. Joueront-ils le jeu? «Beaucoup de Polonais ont déjà perdu leur travail dans des familles qui ne veulent pas les déclarer», s'inquiète Theodoros Benakis, éditeur à Athènes d'un journal en polonais. Les difficultés et l'embouteillage sont tels qu'on parle déjà de prolonger de deux mois le délai de dépôt des candidatures.

En tout état de cause, ce n'est pas avant la fin de cette année que les clandestins verront leur sort tranché, et le gouvernement juge son aptitude à gérer un aussi vaste et épineux dossier. L'équipe socialiste au pouvoir a au moins un atout: l'absence jusqu'à aujourd'hui de tout débat politique sur l'immigration et l'esprit de tolérance encore majoritaire chez les Grecs à l'égard de leurs immigrés. ■

NATHALIE DUBOIS

Le yacht du roi d'Espagne fait des vagues

Des industriels offrent à Juan Carlos un bateau de 120 millions de francs. Peut-il accepter?

Palma de Majorque *enquête spéciale*

Le cadeau royal pourrait se révéler empoisonné. Un groupe de millionnaires de Palma de Majorque (îles Baléares) a décidé d'offrir au roi d'Espagne ce dont il rêvait depuis longtemps: un yacht à faire pâlir d'envie la reine d'Angleterre. Quarante mètres de long, et capable de filer 40 nœuds. Amoureux de la mer, Juan Carlos I^{er} s'est empressé d'accepter le luxueux joujou, qui devrait sortir des chantiers navals de Cadix d'ici un an. Mais déjà, la polémique enfle. Le chef de l'Etat espagnol peut-il accepter un tel cadeau? «On imagine le scandale aux Etats-Unis si de riches Texans offraient un ranch à Bill Clinton. Si le roi veut un yacht, il n'a qu'à se le payer, comme tout le monde», attaque Eberhard Gross-

ke, qui dirige à Majorque la coalition Izquierda unida, regroupée autour des communistes. Sauf que tout le monde, même le roi d'Espagne – à la fortune maigre comparée à celles d'autres monarques européens – n'est pas capable de déboursier 120 millions de francs, soit trois fois le montant du «budget royal» annuel.

Les chefs d'entreprises majorquins affinent leurs arguments pour déjouer les critiques. Le yacht sera payé à travers une «Fondation touristique et culturelle des Baléares», créée pour l'occasion: ça ne veut pas dire grand chose et ça permet,

au passage, des abattements fiscaux, mais au moins sera-t-elle ouverte à tous. «L'idéal serait une participation massive des Majorquins, se défend Miquel Vicens, du groupe touristique Sun-



Le roi Juan Carlos I^{er}.

tours, un des initiateurs du projet. Nous n'en arriverons sans doute pas là, mais nous serons probablement une centaine, dont la plupart ne connaissent pas le roi personnellement».

Les plus gros cotisants, une vingtaine, ont tout de même mis au pot quatre millions de francs chacun. Ce sont des entrepreneurs locaux qui ont fait rapidement fortune grâce au boom touristique de Ma-

majorque. L'idée de départ est de «remercier» le roi de tant faire pour promouvoir l'image de l'île. Car, depuis trente ans, avant même son couronnement, Juan Carlos passe tous ses étés à Majorque, et y reçoit parfois les grands de ce monde. Bill Clinton y était en juillet, suivi de toutes les têtes américaines. Les professionnels locaux du tourisme jubilaient. Pour l'occasion, le président américain a fait un tour en mer sur l'actuel yacht royal, le *Fortuna*. Peu fiable, le *Fortuna*... Offert en 1979 par le roi Fahd d'Arabie Saoudite, grand ami de Juan Carlos, ses moteurs s'essoufflent. Le prince de Galles ou le roi de Suède, entre autres, se sont retrouvés encalminés au large, turbines refroidies. Le premier dut même se faire remorquer par un bateau

de pêche. Ça fait mauvais effet. «Le roi ne peut pas continuer avec un bateau en si piètre état, il doit bénéficier des meilleures conditions pour exercer ses fonctions de chef d'Etat», estime Margarita Najera, la présidente des socialistes de l'île, mais cette affaire de financement privé est un scandale, une grosse erreur de la Maison royale. C'est l'Etat qui devrait financer un tel projet». Habile façon de refléter le bébé aux conservateurs du Parti populaire au pouvoir, monarchistes enthousiastes, mais qui se voient mal prendre une telle initiative parlementaire quand il se gargarisent de rigueur maastrichtienne dans un pays où le taux de chômage atteint 20% et le Smic, à peine 3500 francs.

Au début des années 90, les socialistes avaient prévu le rem-

placement du *Fortuna*, sur des fonds publics. Mais la crise post-guerre du Golfe passa par là, et le monarque renonça de lui-même au projet, pour faire taire toute velléité de critique. L'argument du budget de l'Etat est repris par les mécènes du roi pour toréer les attaques: «Notre initiative ne veut que pallier l'absence d'initiative publique», ferraille Miquel Vicens. Pour ma part, si la chambre des députés vote demain le financement d'un yacht royal, je serai ravi de consacrer ma cotisation à d'autres causes publiques». Deniers publics ou privés, certains estiment que le vrai problème est de savoir si le roi a vraiment besoin d'un yacht de 120 millions. Pour Eberhard Grosske, «il y a des rois très dignes aux pieds secs» ■

JEAN-HÉBERT ARMENGAUD